

Monsieur le Président, Mesdames et messieurs les Maires, Mesdames et Messieurs les élus

Les chiffres nous confortent sur la saine gestion de notre métropole, et son faible endettement. Ce constat est favorable pour engager une politique de **transition énergétique ambitieuse**.

La Chine et les USA qui avaient refusé de signer le protocole de Kyoto, se sont mis d'accord pour réduire leurs émissions de GES, donc leur consommation d'énergie. S'ils ont pris ces décisions, c'est bien parce que le sujet est important et qu'il est essentiel de l'inclure dans les priorités.

Le dernier rapport du GIEC insiste sur l'urgence, c'est pourquoi dès 2015, le budget de la métropole doit manifester notre volonté d'investir dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

La métropole a les moyens financiers d'entamer cette évolution sans mettre en danger son avenir financier. Et c'est tant mieux !

D'autant plus que la loi de transition énergétique proposera des aides aux collectivités pour agir rapidement et créer une dynamique sur leur territoire.

Faire des investissements dans l'isolation énergétique des bâtiments, investir dans une stratégie de circulation douce sur toute la métropole, appliquer les mesures du Plan Climat territorial, c'est préserver les budgets à venir.

Réaliser des économies d'énergie, c'est se dégager des marges de fonctionnement pour demain.

Participer à limiter le réchauffement climatique, anticiper les grandes évolutions inéluctables de notre société, c'est aussi créer des emplois, soutenir les entreprises locales non délocalisables. La rénovation thermique des bâtiments doit être une priorité, ce sont plus de 100 lieux accueillants des administrations, des entreprises, des associations qui représentent près d'1 M€ de dépense en énergie par an. Les investissements dans ce domaine doivent être à la hauteur des ambitions du plan climat énergie territorial que nous avons tous approuvés.

Maintenant que les gros investissements sont terminés, comme vous l'avez dit M. le Président, les élus écologistes proposent de marquer la volonté de la collectivité à répondre en augmentant de façon significative la part de budget consacré à la Transition Énergétique. C'est maintenant et d'urgence que les élus doivent s'emparer de cette problématique, réfléchir aux moyens à mettre en œuvre : augmenter les budgets alloués ? Élaborer un plan pluri annuel de rénovation thermique des bâtiments ? Créer une SEM énergie ? La réflexion est ouverte. Les élus écologistes souhaitent qu'un débat sur ce sujet soit mis en place.